

## QUESTIONS ET RÉPONSES AU SUJET DU PROJET DU MILLÉNAIRE DES NATIONS UNIES ET DE SON RAPPORT INTITULÉ

### *Investir dans le développement : plan pratique de réalisation des objectifs du millénaire pour le développement*

#### **Qu'est-ce que le Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies?**

Le Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies est un organe consultatif indépendant constitué à la demande du Secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, pour élaborer un plan mondial de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici à 2015. Le Projet est dirigé par M. Jeffrey D. Sachs, de l'Université Columbia, et a son siège au PNUD à New York.

Le Projet présentera ses conclusions au Secrétaire général en janvier 2005. La publication de ce rapport, *Investir dans le développement: plan pratique de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement*, sera la première d'une série de grandes initiatives mondiales de l'année consacrée aux OMD, dont l'aboutissement sera un sommet de haut niveau de l'Assemblée générale consacré aux objectifs, en septembre. L'année 2005 constitue une occasion historique d'effectuer les grandes avancées mondiales nécessaires pour aider les pays les plus pauvres à réaliser les objectifs. Le rapport du Projet du Millénaire des Nations Unies présente dans le détail la marche à suivre à cet effet.

Si l'humanité réalise les OMD, plus de 500 millions de personnes seront libérées de la pauvreté. En outre, 250 millions de personnes ne souffriront plus de la faim et 30 millions d'enfants et deux millions de mères dont on pourrait raisonnablement penser qu'ils allaient mourir auront la vie sauve.

#### **Comment le Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies fonctionne-t-il?**

Le rapport du Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies s'inspire de plus de deux ans de recherches approfondies menées par 10 équipes thématiques, composées au total de 265 spécialistes de renommée mondiale, le gotha des théoriciens et des praticiens du développement.

Ces 10 équipes du Projet se sont occupées des questions de développement liées aux secteurs particuliers couverts par les OMD. Les équipes ont été chargées de diagnostiquer les principaux obstacles à la réalisation des OMD et de

recommander des mesures propres à mettre les pays sur la voie de la réalisation des OMD d'ici à 2015.

Avec le rapport intitulé *Investir dans le développement: plan pratique de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement*, les 13 rapports des équipes spéciales présentent les conclusions complètes du Projet du Millénaire des Nations Unies. Le texte intégral des rapports est disponible sur le site Web du Projet : [www.unmillenniumproject.org](http://www.unmillenniumproject.org).

#### **Que se passera-t-il après la publication d'*Investir dans le développement*?**

Les recommandations du Projet du Millénaire des Nations Unies constituent un apport critique au rapport d'étape quinquennal du Secrétaire général sur la Déclaration du Millénaire, qui paraîtra en mars 2005.

En septembre 2005, les dirigeants du monde entier se réuniront à l'ONU à l'occasion d'un sommet de haut niveau de l'Assemblée générale consacré à l'examen de la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire. Cette rencontre devrait être l'occasion d'énoncer le programme de développement à l'échelle mondiale pour la décennie à venir avec l'objectif ambitieux de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

#### **Pourquoi le Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies a-t-il axé ses travaux sur les objectifs du Millénaire pour le développement?**

Pour toutes les personnes — au nombre de plus de un milliard — qui vivent toujours dans une extrême pauvreté, les objectifs sont une question de vie ou de mort. On peut définir l'extrême pauvreté comme le "pauvreté qui tue", privant les individus des moyens de survivre face à la faim, la maladie et les risques environnementaux. Pour les personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté et ne disposent pas des maigres revenus nécessaires, ne serait-ce que pour faire face à leurs besoins fondamentaux, une simple maladie, ou une sécheresse, ou encore des parasites qui détruisent une récolte peuvent signer leur arrêt de mort.

Les personnes souffrant d'extrême pauvreté ont bien souvent une espérance de vie représentant à peu près la moitié de celle des nantis, soit 40 ans au lieu de 80. Dans les pays pauvres, il n'est pas rare que plus de 100 enfants sur 1 000 meurent avant d'atteindre leur cinquième anniversaire, contre moins de 10 dans les pays à revenu élevé. Actuellement, un enfant né en Afrique subsaharienne n'a qu'une chance sur trois de dépasser l'âge de 65 ans.

Lors du Sommet du Millénaire de septembre 2000, 189 dirigeants du monde entier ont adopté à l'unanimité la Déclaration du Millénaire, dans laquelle ils se sont engagés à ne ménager aucun effort pour libérer leurs concitoyens, hommes, femmes et enfants, des conditions abjectes et dégradantes de l'extrême pauvreté, auxquelles plus d'un milliard d'entre eux sont actuellement soumis.

La Déclaration a conduit à la définition de huit objectifs spécifiques du Millénaire pour le développement, à réaliser entre 1990 et 2015 :

1. Réduire de moitié la pauvreté extrême et la faim.
2. Réaliser l'enseignement primaire pour tous.
3. Favoriser l'égalité entre les sexes.
4. Réduire la mortalité infantile des deux tiers.
5. Réduire la mortalité maternelle des trois quarts.
6. Inverser la propagation du VIH/sida, du paludisme et d'autres grandes maladies.
7. Assurer la viabilité de l'environnement.
8. Créer un partenariat mondial pour le développement.

### **Les objectifs du Millénaire pour le développement peuvent-ils être réalisés?**

Oui, à condition qu'une percée intervienne en 2005. Même dans les pays les plus pauvres, les objectifs peuvent encore être atteints d'ici à 2015. Le rapport du Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies présente dans leurs grandes lignes les mesures à prendre, indique les domaines d'intervention d'urgence, en présentant leur coût. Le Projet a établi que le coût de la réalisation des objectifs équivaut à peu près à un demi pour cent du PNB des pays industrialisés, soit en fait moins que le montant de 0,7 % que les pays riches ont déjà promis d'allouer aux pauvres de la planète. En 2003, l'aide des pays riches aux pays pauvres s'est chiffrée au total à 69 milliards de dollars, soit environ 0,7 % de leurs PNB combinés.

La Conférence de Monterrey a également décidé que les pays en développement devaient d'urgence adopter de bonnes pratiques de gouvernance et une budgétisation transparente. Des dizaines de pays parmi les moins avancés ont fait leurs preuves s'agissant d'adopter des réformes et de faire face à la question des personnes vivant dans la pauvreté extrême. Le Projet du Millénaire des Nations Unies recommande une augmentation rapide de l'aide aux pays qui ont besoin d'un appui international d'urgence pour réaliser les objectifs et qui feront bon usage de cette aide.

Où en est la réalisation des objectifs? De nombreux pays profitent des avantages de la mondialisation et sont en passe de réaliser au moins quelques-uns des objectifs pour la date butoir de 2015. D'après les estimations de la Banque mondiale, entre 1981 et 2001, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté extrême est tombé de 1,5 milliard à 1,1 milliard (Chen et Ravallion, 2004).

De plus, entre 1990 et 2002, les taux de mortalité infantile sont tombés de 92 décès pour 1 000 naissances vivantes par an, à 73. L'espérance de vie est passée de 62,5 ans à près de 64 ans; 10 % de plus de la population des pays en développement ont désormais accès à l'eau, et 14 % de plus à de meilleurs services d'assainissement.

Toutefois, les progrès dans la réalisation des objectifs sont loin d'avoir été les mêmes partout. On constate d'énormes écarts à l'intérieur des pays et entre les pays. Certains sont en passe de réaliser la majorité, sinon la totalité des OMD, et ils seront nombreux à en réaliser au moins quelques-uns. L'Afrique subsaharienne est l'épicentre de la crise, avec une augmentation persistante de la pauvreté extrême et des taux de mortalité infantile et maternelle extrêmement élevés. C'est l'Asie qui progresse le plus rapidement, mais des centaines de millions d'Asiatiques n'en continuent pas moins de vivre dans la pauvreté extrême. Pour les autres régions, les résultats sont mitigés : l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Europe orientale n'ont progressé que lentement ou n'ont pas progressé du tout pour ce qui est de certains objectifs, alors que la persistance d'inégalités freine les progrès concernant les autres

### **Que recommande exactement le Projet? Comment ses recommandations diffèrent-elles des rapports et plans d'action précédents des Nations Unies?**

Le Projet du Millénaire des Nations Unies présente une évaluation exhaustive et des recommandations pour la réalisation des objectifs. Le Projet recommande ce qui suit :

- Les gouvernements des pays en développement devraient adopter des stratégies de développement suffisamment audacieuses pour atteindre les cibles des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) pour 2015. Pour respecter la date butoir de 2015, nous recommandons que tous les pays mettent en place des stratégies en 2006 au plus tard. Lorsqu'il existe déjà des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), ils devraient être alignés sur les OMD.
- Les stratégies de réduction de la pauvreté reposant sur les OMD devraient servir de principe directeur pour l'augmentation d'échelle des investissements publics, le renforcement des capacités, la mobilisation de ressources internes et l'aide publique au développement. Elles devraient aussi constituer un cadre pour le renforcement

de la gouvernance, la promotion des droits de l'homme, la participation de la société civile et la promotion du secteur privé.

- Il faudra élaborer ces stratégies dans la transparence et avec la participation de tous, en étroite collaboration avec les organismes de la société civile, le secteur privé local et les partenaires internationaux
- Les donateurs internationaux devraient désigner au moins une dizaine de pays pour une réalisation accélérée des OMD, afin d'augmenter rapidement l'échelle de l'aide publique au développement (APD) en 2005, compte tenu du fait que de nombreux pays sont déjà en mesure de bénéficier d'une vaste augmentation d'échelle compte tenu de leur bonne gouvernance et de leur capacité d'absorption.
- Les pays développés et les pays en développement devraient s'engager en commun dans une série d'actions à gains rapides afin de sauver des millions de vies et d'améliorer le sort de millions de personnes et favoriser la croissance économique. Ils devraient aussi lancer une opération massive de renforcement des compétences au niveau communautaire.
- Les gouvernements des pays en développement devraient aligner les stratégies nationales sur les initiatives régionales telles que le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et la Communauté et le Marché commun des Caraïbes. Les donateurs devraient accroître leur aide directe aux groupes régionaux pour l'exécution de projets régionaux.
- Les pays à revenu élevé devraient porter leur APD de 0,25 % du PNB des donateurs en 2003 à quelque 0,44 en 2006 puis à 0,54 % en 2015 pour soutenir la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, surtout dans les pays à faible revenu, en améliorant la qualité de l'assistance (notamment une assistance harmonisée, prévisible et essentiellement sous forme d'appui budgétaire reposant sur des dons). Chaque donateur devrait atteindre 0,7 % en 2015 au plus tard pour soutenir les objectifs et autres priorités en matière d'aide au développement. L'allègement de la dette devrait être élargi et plus généreux.
- Les pays à revenu élevé devraient ouvrir leurs marchés aux exportations des pays en développement au moyen des négociations commerciales de Doha et aider les pays les moins avancés à améliorer la compétitivité de leurs exportations grâce à des investissements dans des infrastructures d'importance vitale pour le commerce, comme l'alimentation en électricité, les routes et les ports. Il faudrait que le Programme de Doha pour le développement soit réalisé et les négociations de Doha menées à bien en 2006 au plus tard.
- Les donateurs internationaux devraient financer la recherche-développement au niveau mondial pour

répondre aux besoins particuliers des pauvres dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, de l'énergie et du climat. D'après nos estimations, le montant total des besoins devrait passer à quelque 7 milliards de dollars en 2015.

- Le Secrétaire général de l'ONU et le Groupe des Nations Unies pour le développement devraient renforcer la coordination des organismes, fonds et programmes des Nations Unies pour soutenir les OMD au siège et au niveau des pays. Les équipes de pays des Nations Unies devraient être étoffées et travailler en collaboration étroite avec les institutions financières internationales à la réalisation des objectifs.

### **En quoi consistent les gains rapides recommandés par le Projet du Millénaire des Nations Unies?**

Chaque stratégie nationale de réduction de la pauvreté reposant sur les objectifs doit définir les mesures pratiques précises à prendre pour atteindre chacun des objectifs. Ces mesures sont heureusement connues. Par exemple, il existe des méthodes éprouvées permettant de sauver la vie à des femmes pendant la grossesse et l'accouchement, et d'encourager les filles à accomplir un cycle complet d'enseignement de base. Il existe des méthodes éprouvées permettant de tripler le rendement des cultures de maïs en Afrique et d'alimenter en électricité sans interruption les dispensaires et hôpitaux des zones rurales. Il existe des méthodes éprouvées pour accroître le couvert forestier dans les zones déboisées. Il en est de même pour les autres objectifs. Les équipes du Projet du Millénaire décrivent par le menu ces méthodes éprouvées dans leurs rapports, complément indispensable du présent rapport.

Les pays en développement peuvent commencer à appliquer certains éléments de cet ensemble immédiatement et peuvent s'attendre à des résultats spectaculaires dans trois ans au maximum. Ces actions à gains rapides sont notamment les suivantes :

- Éliminer les frais de scolarité et d'uniforme de façon que tous les enfants, et en particulier les filles, ne soient pas exclus de l'école à cause de la pauvreté de leur famille. Les pertes de revenu devraient être compensées par des sources de financement plus équitables et plus efficaces, notamment l'aide des donateurs.
- Fourniture aux agriculteurs pauvres d'Afrique subsaharienne de moyens de reconstitution de l'azote et des autres éléments nutritifs du sol.
- Distribution de repas scolaires gratuits à tous les enfants en utilisant les produits locaux, y compris des rations à emporter chez eux.
- Conception, à l'intention des femmes enceintes et des femmes qui allaitent et des enfants de moins de 5 ans,

de programmes d'alimentation qui favorisent l'allaitement maternel, offrent un accès à des compléments alimentaires produits localement et, au besoin, fournissent des compléments d'oligo-éléments (en particulier zinc et vitamine A).

- Administration annuelle de vermifuge à tous les élèves des zones touchées afin d'améliorer la santé et les résultats scolaires.
- Formation de nombreux villageois dans les domaines de la santé, de l'agriculture et de l'infrastructure (programmes d'un an) afin de doter les communautés rurales de compétences et de services de base.
- Distribution gratuite de moustiquaires imprégnées d'insecticide à tous les enfants des zones impaludées afin de réduire radicalement la charge du paludisme.
- Élimination des honoraires pour les services de santé de base dans tous les pays en développement, en les finançant grâce à une augmentation des ressources nationales et de l'aide consacrées à la santé.
- Vulgarisation de l'information et des services de santé sexuelle et de la procréation, notamment pour ce qui est de la planification familiale et de la contraception, et élimination des déficits de financement concernant les fournitures et la logistique.
- Développement de l'utilisation de combinaisons efficaces de médicaments contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Dans le cas du sida, cela suppose que l'on mène à bien l'initiative 3-5 pour fournir des antirétroviraux à 3 millions de personnes en 2005.
- Financement de l'amélioration communautaire des taudis et affectation des terrains publics inoccupés à la construction de logements à coût modéré.
- Raccordement de tous les hôpitaux, établissements scolaires et autres institutions de services sociaux à l'électricité, à l'eau, aux services d'assainissement et à l'Internet au moyen de groupes électrogènes diesel hors réseau, de panneaux solaires et autres technologies appropriées.
- Réforme et application de législations garantissant les droits des femmes à la propriété et à l'héritage.
- Lancement de campagnes nationales de lutte contre la violence visant les femmes.
- Création dans chaque pays d'un poste de conseiller scientifique du Président ou du Premier Ministre pour faire en sorte que le rôle de la science soit dûment pris en considération dans l'élaboration des politiques nationales.
- Démarginalisation des femmes de façon qu'elles jouent un rôle central dans la formulation et le suivi des stratégies de réduction de la pauvreté reposant sur les OMD et d'autres réformes générales d'importance vitale, en particulier au niveau des pouvoirs locaux.
- Fourniture d'un appui au niveau communautaire pour la plantation d'arbres afin de produire du bois de chauffe, de l'ombre, du fourrage et des éléments nutritifs du sol,

de protéger les aires d'alimentation en eau, de constituer des coupe-vent et de produire du bois d'œuvre.

Ces gains rapides ne sont pas les seules interventions requises pour réaliser les objectifs, mais ce sont celles qui peuvent avoir le plus fort impact à court terme et qui peuvent être exécutées immédiatement. D'autres interventions sont plus complexes et exigeront une décennie d'efforts ou produiront leurs effets à retardement. On ne peut se permettre de laisser passer une autre année sans investir dans ces stratégies simples et éprouvées.

### **Quels enseignements peut-on tirer de la catastrophe du raz de marée en Asie et de l'élan extraordinaire d'aide publique et privée aux victimes?**

La catastrophe du raz de marée a rappelé tragiquement que les pauvres de la planète sont particulièrement exposés à ce type de catastrophe et que la plupart des pauvres vivent en Asie. La plupart des personnes qui ont péri et la plupart de ceux qui luttent désormais pour survivre, viennent de communautés côtières démunies dont la reconstruction exigera une aide nationale et internationale à long terme. Pourtant, le fait que d'anciens grands bénéficiaires d'aide — l'Inde et la Thaïlande — ont proclamé leur intention de faire face aux effets du raz de marée au moyen de leurs propres ressources est la preuve que les pays ne doivent pas nécessairement être pris au piège d'un cycle de dépendance de l'assistance, mais peuvent utiliser l'aide de manière transitoire pour atteindre l'autosuffisance que recherchent finalement tous les pays en développement.

La réaction internationale extrêmement généreuse à la tragédie de l'Asie a aussi rappelé de manière éloquente que les citoyens des pays riches sont en fait favorables à l'aide aux pauvres de la planète, s'ils voient nettement la nécessité de cette aide et s'ils sont convaincus que l'argent qu'ils versent en tant que contribuables ou donateurs privés parviendra effectivement à ceux qui en ont besoin. L'enseignement à tirer des recherches faites dans le cadre du projet est que des investissements soutenus ciblés dans les services sociaux essentiels et les travaux publics permettront beaucoup plus efficacement aux communautés pauvres de survivre à pareilles catastrophes. C'est pourquoi il est indispensable que l'aide internationale d'urgence aux pays touchés soit financée au moyen de ressources supplémentaires et ne détourne pas les crédits ou l'attention de l'objectif à long terme, à savoir l'élimination de la pauvreté dans tous les pays.

### **Pourquoi tant de pays restent-ils à la traîne dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement?**

Il n'y a pas d'explication unique au fait que tel ou tel pays est mal engagé. La dynamique de la réduction de la pauvreté est complexe et les solutions appellent des actions multifformes mais coordonnées. Il est beaucoup plus difficile d'appliquer

ces solutions dans les nombreux pays du monde qui souffrent de pauvreté extrême et chronique à cause de conflits ou de mauvaises politiques gouvernementales. C'est l'Afrique subsaharienne qui est le plus à la traîne.

Les progrès dans la réalisation des objectifs sont en outre très variables :

- Le nombre et la proportion d'enfants sous-alimentés sont en augmentation dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, alors qu'ils sont en baisse ailleurs.
- Des progrès sont enregistrés dans la plupart des régions pour ce qui est de l'enseignement primaire, mais l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud sont largement à la traîne.
- L'égalité des sexes est loin d'être la réalité et la parité dans l'enseignement en 2005 ne sera pas atteinte dans de nombreux pays, surtout en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.
- D'une manière générale, les taux de mortalité infantile ont baissé, encore que les progrès se soient ralentis dans de nombreuses régions du monde, et des renversements de tendance se sont produits en Afrique subsaharienne. Les progrès ont également été limités en Asie de l'Est, en Asie du Sud, en Asie occidentale, en Océanie et dans la communauté d'États indépendants.
- La mortalité maternelle est toujours à des niveaux inacceptables dans toutes les régions en développement, ce qui montre le manque d'intérêt pour les besoins des femmes et l'insuffisance de l'accès aux services de soins de santé sexuelle et de la procréation, y compris aux soins obstétricaux d'urgence.
- Quarante millions de personnes sont actuellement infectées par le VIH/sida. Il s'agit d'une pandémie en Afrique australe et la maladie constitue une grave menace, surtout pour les femmes et les adolescentes, dans toutes les autres régions en développement.
- Le monde n'est pas prêt de réaliser l'objectif en matière d'assainissement. Les progrès ont été trop lents en Asie du Sud, en Afrique subsaharienne et dans une bonne partie du reste de l'Asie.

### **Pourquoi l'Afrique subsaharienne est-elle la région qui est le plus loin de réaliser les objectifs?**

Le diagnostic type de l'Afrique subsaharienne est qu'elle souffre d'une crise de gouvernance. Cette explication est simpliste. De nombreuses parties du continent sont bien gouvernées compte tenu de leurs revenus et du niveau de pauvreté, mais n'en sont pas moins prises au piège de la pauvreté. Les problèmes de développement de la région sont beaucoup plus que des problèmes de gouvernance. De nombreux pays ont besoin d'un bon coup de pouce dans les investissements publics pour surmonter le coût élevé des transports dans la région, la taille généralement réduite des

marchés, la faible productivité de l'agriculture, des conditions agroclimatiques défavorables, une lourde charge de morbidité et la lenteur des transferts de technologie de l'étranger.

L'un des principaux arguments du Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies est que les problèmes structurels de l'Afrique peuvent et doivent être réglés grâce à un programme intensif d'investissements publics dans les infrastructures de base et les services sociaux tels que ports, routes, groupes électrogènes, moustiquaires, dispensaires, etc. Étant donné que la plupart des pays d'Afrique subsaharienne ne disposent pas des ressources suffisantes pour financer ces investissements, une augmentation sensible de l'aide publique au développement sera requise si l'on veut qu'ils atteignent les objectifs du Millénaire pour le développement. Nombre de gouvernements bien intentionnés manquent des ressources budgétaires nécessaires pour investir dans les infrastructures, les services sociaux et même dans l'administration publique pour l'amélioration de la gouvernance.

En l'absence de routes, d'éléments nutritifs des sols, d'électricité, de combustibles sûrs, de dispensaires, d'écoles et de logements adéquats et abordables, les populations souffrent de faim chronique et de maladies et n'ont aucune possibilité d'épargne. Si les traitements du secteur public sont insuffisants et si les technologies de l'information font défaut, la gestion publique présente des faiblesses chroniques. Les pays en question sont incapables d'attirer l'investissement privé ou de conserver des travailleurs qualifiés.

### **Que doivent faire les pays en développement pour réaliser les objectifs?**

Il est possible de faire droit aux aspirations de la planète en matière de développement en 2005. Les recommandations du Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies montrent que les objectifs peuvent effectivement être réalisés grâce à un programme coordonné d'investissements bien gérés dans la santé, l'enseignement et les infrastructures dans les pays pauvres, à une augmentation de l'aide des donateurs des pays riches et à un accord sur la libéralisation des échanges dans le cadre des négociations de Doha.

La réalisation effective des objectifs du Millénaire pour le développement et le respect des délais supposent un changement radical dans les pratiques de développement. Les pays à faible revenu et leurs partenaires de développement tablent actuellement sur de modestes expansions progressives des services sociaux et des infrastructures. Le Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies recommande au contraire un cadre décennal ambitieux d'investissements visant à réaliser les cibles quantitatives énoncées dans les objectifs. Au lieu de stratégies visant à accélérer les progrès dans la réalisation des objectifs, ce qu'il faut, ce sont des stratégies de réalisation des objectifs.

Le Projet recommande une approche en quatre étapes.

- Premièrement, chaque pays devrait établir la carte des principales dimensions de l'extrême pauvreté, par région, par localisation et selon le sexe, en tirant le meilleur parti possible des données disponibles.
- Deuxièmement, conformément aux cartes de pauvreté, chaque pays devrait évaluer les besoins afin de déterminer les investissements publics nécessaires pour réaliser les objectifs.
- Troisièmement, chaque pays devrait transformer l'évaluation des besoins en un programme d'action décennal, portant sur l'investissement public, la gestion publique et le financement.
- Quatrièmement, chaque pays devrait élaborer une stratégie de réduction de la pauvreté reposant sur les objectifs sur 3 à 5 ans dans le contexte du cadre décennal.

Il est absolument indispensable que le cadre décennal et la stratégie de réduction de la pauvreté sur 3 à 5 ans comportent une stratégie de gestion du secteur public mettant l'accent sur la transparence, la responsabilité, les droits de l'homme et la gestion axée sur les résultats. Les pays qui disposent déjà d'un document de stratégie pour la réduction de la pauvreté devraient le réviser de façon qu'il soit suffisamment ambitieux pour réaliser les objectifs. En outre, il faudrait une stratégie bien définie du secteur privé afin de favoriser la croissance économique et permettre aux pays de s'émanciper de l'aide des donateurs dans le long terme.

Les partenaires internationaux de développement du pays — dont les donateurs bilatéraux, les organismes de Nations Unies, les banques régionales de développement et les institutions de Bretton Woods — devraient fournir tout l'appui nécessaire à l'application de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté reposant sur les objectifs. En particulier, l'aide publique au développement devrait être suffisamment généreuse pour répondre aux besoins financiers, à supposer que les limites de la gouvernance ne soient pas rédhitoires, et que les pays bénéficiaires déploient des efforts raisonnables pour mobiliser les ressources nationales

Conformément au Consensus de Monterrey, le Projet du Millénaire des Nations Unies affirme que la réduction de la pauvreté incombe au premier chef aux pays en développement eux-mêmes. Toutefois, la réalisation des objectifs dans les pays les plus pauvres, ceux qui aspirent véritablement aux objectifs du Millénaire pour le développement, exigera d'importantes augmentations de l'aide publique au développement. Le Projet recommande que les pays à faible revenu mobilisent davantage leurs propres ressources en vue des objectifs en consacrant des recettes budgétaires aux investissements prioritaires; toutefois, si les ressources internes sont insuffisantes, les

donateurs devraient honorer les engagements qu'ils ont pris depuis longtemps et accroître sensiblement l'aide. En bref, le Projet du Millénaire des Nations Unies préconise le cofinancement d'une augmentation soutenue des investissements reposant sur les objectifs.

### **Que devraient faire les pays industrialisés? Faut-il augmenter l'aide pour réaliser les objectifs? L'allégement de la dette n'est-il pas encore plus important?**

En ce qui concerne les pays donateurs, le Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies recommande non seulement un accroissement et une augmentation d'échelle rapides et immédiats de l'aide, mais aussi une nette amélioration de la qualité de celle-ci. Actuellement, l'APD aux pays pauvres manque bien souvent de cohérence et de cohésion. L'aide judicieusement utilisée dans les pays pauvres apporterait à des milliards de personnes routes, eau et assainissement, électricité, dispensaires, écoles, moustiquaires, médicaments antirétroviraux et autres apports urgents.

Les pays ont besoin d'une aide fortement accrue pour réaliser les OMD, encore que ces augmentations ne suffisent pas en elles-mêmes. Tout comme les pays en développement ont le devoir d'honorer leurs engagements pour ce qui est d'améliorer la gouvernance, les pays riches doivent tenir la promesse qu'ils ont faite à Monterrey de déployer des efforts concrets pour atteindre 0,7 % de leur produit national brut en APD aux pays en développement. Pour réaliser les OMD, les donateurs doivent s'engager de manière crédible et à long terme à relever sensiblement l'APD, l'accès à ce financement accru étant subordonné à la qualité des stratégies de réduction de la pauvreté reposant sur les OMD, et au sérieux des engagements pris par les pays quant aux réformes requises.

Sur la base d'une étude des coûts approfondie, les recommandations visant à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement prouvent que, pour aider les pays à réaliser les objectifs, les donateurs devraient porter leur APD à 0,4 % seulement de leur PNB en 2005 et prévoir une augmentation d'échelle jusqu'à 0,54% du PNB en 2015. En d'autres termes, un demi pour cent suffira à réaliser les objectifs d'ici à 2015 dans le monde entier.

Pour réaliser les objectifs, il faut honorer sans retard les promesses d'aide faites à la Conférence de Monterrey sur le financement du développement et réitérées lors du sommet du G8 à Évian en 2003. Il est également primordial d'opérer enfin les réformes commerciales et d'alléger la dette. Le Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies a calculé qu'un investissement correspondant grosso modo à 0,5 % du produit économique du monde industrialisé permettrait de réaliser les objectifs. Les pays riches se sont

engagés il y a longtemps, en principe, à consacrer 0,7 % de leur PNB à l'aide internationale au développement. Pourtant, l'aide des grands pays donateurs ne représente actuellement que 0,25 % en moyenne de leur PNB. Cinq pays d'Europe consacrent déjà 0,7 % ou davantage de leurs recettes à l'assistance et six autres ont annoncé récemment qu'ils allaient porter progressivement leur aide à 0,7 % avant 2015. Si les nations nanties font maintenant ce qu'elles ont déjà promis de faire, les objectifs du Millénaire pour le développement pourront être réalisés même dans les régions les plus pauvres.

De plus, le Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies appelle au renforcement et à l'extension de l'allègement de la dette ainsi qu'à l'octroi de subventions au lieu de prêts. La "viabilité de la dette" devrait être redéfinie comme "niveau de dette compatible avec la réalisation des objectifs", pour arriver à 2015 sans nouvel excédent de dette. Pour de nombreux pays pauvres très endettés, cela devra signifier l'annulation complète de leur dette. Pour de nombreux pays à revenu intermédiaire très endettés, cela signifiera un accroissement de l'allègement de la dette. Pour certains pays pauvres ne figurant pas sur la liste des pays pauvres très endettés, comme le Nigéria, la réalisation des objectifs nécessitera une importante annulation de la dette. Le corollaire pour les pays à faible revenu est que l'APD actuelle et future devrait être sous forme de dons plutôt que de prêts.

### **Quel est le rôle que le commerce pourrait jouer dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement?**

Le commerce est extrêmement important, mais il est loin de constituer une recette miracle pour la réalisation du développement. L'idée de préférer le commerce et d'exclure l'aide est trompeuse, surtout dans les pays les plus pauvres. L'un et l'autre sont indispensables. Les réformes commerciales viennent compléter d'autres éléments de la politique de développement, comme les investissements dans les infrastructures et les programmes sociaux tendant à développer une population active, saine et éduquée. Comme on l'a dit à Monterrey, une politique commerciale internationale reposant sur les OMD devrait s'articuler autour de deux grands axes :

- L'amélioration de l'accès aux marchés et des termes de l'échange pour les pays pauvres.
- L'amélioration de la compétitivité de l'offre pour les exportations des pays à faible revenu, par l'accroissement des investissements dans les infrastructures (routes, électricité, ports) et l'encouragement des échanges.

Nous recommandons aux dirigeants politiques d'arrêter une date butoir à long terme suffisamment lointaine (par exemple, 2025) pour l'élimination complète des barrières au commerce des marchandises, une libéralisation importante et générale du commerce et des services, et l'application universelle de principes de réciprocité et de non-discrimination. Mais avant tout, nous appelons aussi de nos vœux l'achèvement des négociations de Doha sur le développement d'ici à 2006.

### **Selon de nombreux critiques, l'aide au développement a été gaspillée et détournée ces dernières années par des gouvernements corrompus et non représentatifs. En quoi les choses ont-elles changé?**

Le Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies convient que l'aide a effectivement été trop souvent gaspillée dans le passé, et est opposé à l'acheminement de fonds à des régimes corrompus ou dictatoriaux au lieu de les allouer à des investissements réels pour le développement. Toutefois, on assiste à l'augmentation régulière du nombre de pays du monde en développement qui s'emploient à réformer leur économie et à pratiquer la bonne gouvernance tout en cherchant à améliorer le sort des plus pauvres de leurs citoyens, mais qui ne peuvent se passer pour ce faire d'une aide au développement.

Quand on parle de gouvernance et de développement, on confond généralement apports et résultats. Il y a deux raisons profondes très différentes à ce que l'on appelle une mauvaise gouvernance. La première est une direction profondément corrompue où des dirigeants malhonnêtes ou brutaux détiennent le pouvoir politique. L'État est parfois géré au profit d'une petite élite, d'un groupe d'intérêts particuliers ou de tel ou tel groupe ethnique. Il n'y a aucune volonté politique de réaliser des objectifs de développement au profit de tous et il n'y a donc guère d'espoir de réduire sensiblement la pauvreté.

L'autre raison est une gouvernance faible, non pas à cause d'une mauvaise direction, mais parce que l'État n'a pas les ressources financières ni les capacités techniques voulues pour gérer une administration publique efficace. Nombre des pays parmi les plus pauvres sont plus proches de cette seconde catégorie, où l'État n'a pas les ressources nécessaires pour bien gérer le secteur public. La solution dans ce cas est d'investir dans l'amélioration de la gouvernance en favorisant l'état de droit, les droits politiques et sociaux, de bonnes politiques économiques, une administration publique responsable et efficace, ainsi que de soutenir la société.

Dans les pays en développement où la gouvernance

laisse nettement à désirer, il est impossible d'opérer une augmentation d'échelle pour des programmes audacieux d'investissement reposant sur les OMD. La communauté internationale a cependant constaté que de nombreux pays à faible revenu pratiquaient une gouvernance vigoureuse et se prêtaient à des programmes d'investissement beaucoup plus ambitieux. Nous recommandons en 2005 que ces pays à faible revenu bien gérés se voient accorder par la communauté internationale l'accès à la filière accélérée dans la réalisation des OMD, et reçoivent l'augmentation massive de l'aide au développement dont ils ont besoin pour appliquer des stratégies de réduction de la pauvreté reposant sur les OMD.

Plusieurs critères pourraient être utilisés pour désigner les pays à réalisation accélérée des OMD : les pays qui ont atteint le niveau de réalisation requis selon le plan d'allègement de la dette en faveur des pays pauvres très endettés; les pays qui réunissent les conditions pour bénéficier de l'appui de la *Millennium Challenge Corporation* des Etats-Unis; les pays qui ont adhéré au Mécanisme d'évaluation intra-africaine du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique; ou les pays qui ont fait l'objet d'évaluations favorables dans le cadre des évaluations conjointes des Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté effectuées par la Banque mondiale et le FMI.

**Pour les médias, personnes à consulter :**

**Projet Objectifs du Millénaire :**

Erin Trowbridge, tél. : (+1) 212-906-6821,  
portable : (+1) 917-291-7974 ou  
erin.trowbridge@unmillenniumproject.org  
Luis Montero, tél. : (+1) 212-906-5754,  
portable : (+1) 347-267-7237, ou  
luis.montero@unmillenniumproject.org

**Programme des Nations Unies pour le développement :**

William Orme (New York), tél. : (+1) 212-906-5382,  
portable : (+1) 917-607-1026, ou  
william.orme@undp.org  
Mattias Johansson (Bruxelles) du 17 au 21 janvier 2005,  
portable : (+46) 70-316-2344, à partir du 21 janvier  
(+1) 212-906-5344, ou mattias.johansson@undp.org  
Cherie Hart (Bangkok), tél. : (+66) 2-288-2133,  
portable : (+66) 1-918-1564, ou cherie.hart@undp.org